Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **83**, 13, 6
Annonce No **16-166945**

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de La Crau.
Correspondant : M. le maire, boulevard de la république 83260 La Crau, tél. : 04-94-01-56-80, télécopieur : 04-94-01-56-83, courriel : marchepublic@villedelacrau.fr adresse internet : <http://www.villedelacrau.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://lacrau.marcoweb.fr>.
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Objet du marché : élaboration du Schéma Directeur de Gestion des eaux Pluviales de la commune de La Crau.

Mots descripteurs : Etude.

CPV - Objet principal : 79311000

Objets supplémentaires : 71241000.

Lieu d'exécution : .

Code NUTS : FR825.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

la présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : la zone d'étude concerne l'ensemble du territoire communal complet, soit une superficie de 37,87 km² et les bassins versants des réseaux hydrographique et pluvial ; Une attention particulière sera portée sur les zones spécifiques à savoir les zones spécifiques à fort enjeux et les zones de dysfonctionnements récurrents.

Calendrier prévisionnel de l'exercice de ces options : 12 mois à compter de la notification du marché.

Refus des variantes.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : financement sur le budget général d'investissement de la commune - paiement par mandat administratif sous un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : -Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières

-Régularité et recevabilité du dossier de candidature.

Situation juridique - références requises : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

-Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;

-Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne physique habilitée à engager le candidat.

Capacité économique et financière - références requises : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : -Liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique : Les candidats devront justifier d'au moins trois(3) références d'études similaires et/ou équivalentes réalisées au cours des 5 dernières années.

-Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat : Les candidats devront posséder a minima une compétence d'hydraulicien ou de technicien hydraulique.

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou

de l'accord-cadre.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : -Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 attestant qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner visé au 3° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ; ;

- Autres renseignements demandés : autres renseignements demandés : une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité et couvrant la durée prévisible du marché ou de l'accord-cadre.

conformément aux dispositions de l'article 55 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 , le candidat pressenti pour l'attribution du présent marché ou accord-cadre sera tenu de fournir les justificatifs prouvant qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 50 %;
- valeur technique : 50 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 16 décembre 2016, à 16 heures.

Délai minimum de validité des offres : 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2016PA29.

Renseignements complémentaires : le dossier de consultation des opérateurs économiques est librement et gratuitement téléchargeable sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <http://lacrau.marcoweb.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Mairie de La Crau - Direction de la Commande Publique.

Correspondant : M. Hallant, boulevard de la république, 83260 La Crau, , tél. : 04-94-01-56-73, , télécopieur : 04-94-01-56-83, , courriel : marchepublic@villedelacrau.fr, adresse internet : <http://lacrau.marcoweb.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Toulon 5, rue Jean Racine -

B.P. 40510 83041 Toulon Cedex 9, tél. : 04-94-42-79-30, courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : 04-94-42-79-89.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends et Litiges en matière de marchés publics préfecture de Région - boulevard Paul Peyrat 13282 13282 Marseille Cedex 20, tél. : 04-91-15-63-74, télécopieur : 04-91-15-63-74.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Toulon 5, rue Jean Racine - B.P. 40510 83041 Toulon Cedex 9, tél. : 04-94-42-79-30, courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : 04-94-42-79-89.

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun